

## MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1  
du Code de la Commande Publique.

<p><b>TRAVAUX DE VRD 2025</b> <b>ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE DE BORDEAUX</b></p>
--

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Maître d'ouvrage :**

École Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage (ENSAP) de Bordeaux

Lot VRD

N° de marché

2	0	2	5	-			
---	---	---	---	---	--	--	--

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
1.1 OBJET DU MARCHE	5
1.2 REALISATIONS DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
1.3 SOUS-TRAITANCE	5
1.4 CLAUSES D'EXECUTION A CARACTERE SOCIAL	6
1.5 DECOMPOSITION EN LOTS	6
1.6 INTERVENANTS	6
1.6.1 MAITRISE D'OUVRAGE	6
1.6.2 MAITRISE D'ŒUVRE	6
1.6.3 CONTROLE TECHNIQUE	7
1.6.4 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	7
1.7 REFERE PREVENTIF	6
1.8 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	6
1.9 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	7
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES</b>	<b>7</b>
2.1 PIECES PARTICULIERES	7
2.2 PIECES GENERALES	8
2.3 ORDRE DE PRIORITE	8
<b>ARTICLE 3. PRIX</b>	<b>9</b>
3.1 CARACTERISTIQUES DES PRIX	9
3.2 MODALITES DE VARIATION DES PRIX	11
3.3 REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES	12
<b>ARTICLE 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	<b>14</b>
4.1 GARANTIE FINANCIERE	14
4.2 AVANCE	14
<b>ARTICLE 5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>15</b>
5.1 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	15
5.2 APPROVISIONNEMENTS	15
5.3 TRANCHES OPTIONNELLES	15
5.4 PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	15
5.5 PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES (PRIX NOUVEAUX)	16
5.6 AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX	16
5.7 DEMANDE DE PAIEMENT FINAL	17
<b>ARTICLE 6. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES</b>	<b>17</b>
6.1 DELAI D'EXECUTION- PERIODE DE PREPARATION	17
6.2 DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	17
6.2.1 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION	17
6.2.2 SUIVI DU CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION DES TRAVAUX	18
6.3 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	18
6.4 PENALITES	19
6.4.1 RETARD DANS L'ACHEVEMENT DES TRAVAUX	19
6.4.2 FORMALITES PREVUES PAR LE CODE DU TRAVAIL – TRAVAIL DISSIMULE	20
6.4.3 PENALITES LIEES AU RENDEZ-VOUS DE CHANTIER ARCHITECTE (MAITRISE D'ŒUVRE), VISITE DE CHANTIER, REUNION D'ETUDE ET DE COORDINATION, CELLULE DE SYNTHESE :	20
6.4.4 PENALITES LIEES A LA SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS:	20

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

6.4.5	PENALITES LIEES AU NON-RESPECT DES PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SECURITE, AU GARDIENNAGE, A L'HYGIENE, A L'ORGANISATION, A LA CHARTE CHANTIER FAIBLES NUISANCES ET LA SIGNALISATION GENERALE DU CHANTIER, DE LA BASE-VIE.	20
6.4.6	PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE OU LA DIFFUSION DE DOCUMENTS NECESSAIRES A L'ORDONNANCEMENT OU A LA COORDINATION DES TRAVAUX.	22
6.4.7	RETENUES ET PENALITES POUR RETARD EN COURS DE REALISATION DES TRAVAUX.	23
6.4.8	RETARD DANS LA DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT	23
6.4.9	RETARD DANS LA PRESENTATION DES DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	23
6.4.10	PENALITES POUR NON-LEVEES DE RESERVES A LA RECEPTION	23
6.4.11	DELAIS ET PENALITES AU TITRE DE LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT	23
<b>ARTICLE 7.</b>	<b>CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS</b>	<b>24</b>
7.1	PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
7.2	VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	24
<b>ARTICLE 8.</b>	<b>IMPLANTATION DES OUVRAGES</b>	<b>24</b>
8.1	PIQUETAGE GENERAL	24
8.2	PIQUETAGE SPECIAL DES OUVRAGES SOUTERRAINS, ENTERRES, SUBAQUATIQUES OU AERIENS	24
<b>ARTICLE 9.</b>	<b>PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX</b>	<b>25</b>
9.1	PERIODE DE PREPARATION - PROGRAMME D'EXECUTION DES TRAVAUX	25
9.2	SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	25
9.2.1	PRINCIPES GENERAUX	25
9.2.2	AUTORITE DU COORDONNATEUR S.P.S.	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
9.2.3	MOYENS DONNES AU COORDONNATEUR S.P.S.	25
9.3	PLAN D'ASSURANCE QUALITE	26
9.4	REGISTRE DE CHANTIER	26
<b>ARTICLE 10.</b>	<b>ETUDES D'EXECUTION</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE 11.</b>	<b>INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER</b>	<b>27</b>
11.1	GENERALITES	27
11.2	PLAN D'INSTALLATION ET D'ORGANISATION DE CHANTIER	27
11.3	BASE VIE	28
11.4	SIGNALISATION DE CHANTIER	28
11.5	CLOTURES DE CHANTIER	29
11.6	PANNEAU DE CHANTIER	29
11.7	PROTECTIONS PROVISOIRES (COLLECTIVES, VOIRIES, ARBRES, ETC...)	29
11.8	AIRE DE STOCKAGE DES DECHETS	30
11.9	RACCORDEMENT PROVISOIRE DE CHANTIER	31
11.10	ACCES AUX VOIES PUBLIQUES- REMISE EN ETAT	31
11.11	SIGNALISATION – ACCES	32
11.12	APPLICATION DE REGLEMENTATIONS SPECIFIQUES	32
<b>ARTICLE 12.</b>	<b>DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER</b>	<b>32</b>
12.1	GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	32
12.2	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	32
12.3	ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	33
12.4	DOCUMENTS A FOURNIR APRES EXECUTION	33
12.5	TRAVAUX NON PREVUS	33
<b>ARTICLE 13.</b>	<b>RECEPTION DES TRAVAUX</b>	<b>33</b>
13.1	DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION	33
13.2	RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	34
13.3	MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D'OUVRAGES	34

<b>ARTICLE 14. GARANTIES ET ASSURANCES</b>	<b>34</b>
14.1 DELAIS DE GARANTIE	34
14.2 GARANTIES PARTICULIERES	34
14.2.1 GARANTIE PARTICULIERE DES MATERIAUX DE TYPE NOUVEAU	34
14.2.2 GARANTIE PARTICULIERE DE FONCTIONNEMENT D'INSTALLATIONS DE HAUTE TECHNICITE	34
14.2.3 GARANTIE PARTICULIERE DES ESPACES VERTS	34
14.3 ASSURANCES	35
14.3.1 ASSURANCE DE RESPONSABILITE	35
14.3.2 ASSURANCE DES TRAVAUX	36
14.3.3 DISPOSITION DIVERSES	36
<b>ARTICLE 15. RESILIATION DU MARCHE</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 16. DROIT ET LANGUE</b>	<b>37</b>
<b>ARTICLE 17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</b>	<b>38</b>

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

### Article 1. OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES

#### 1.1 Objet du marché

Travaux divers de VRD 2025 à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage (ENSAP) de Bordeaux.

Les travaux de réhabilitation de la pyramide étant achevés, des travaux de réfection des espaces extérieurs sont réalisés chaque année.

Lieu(x) d'exécution : Talence

#### 1.2 Réalisations de prestations similaires

Sans préjudice du caractère global et forfaitaire du prix du marché, le maître de l'ouvrage ou son représentant se réserve le droit de faire, en cas de besoin, application de l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique de négocier directement avec le titulaire du marché, sans publicité préalable ni remise en concurrence de celui-ci, un ou des marchés ayant pour objet la prestation de service complémentaire et/ou similaires à ceux prévus dans le marché initial.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### 1.3 Sous-traitance

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions législatives en vigueur étant précisé que tout recours à une sous-traitance irrégulière constitue une faute grave susceptible d'entraîner la résiliation du marché.

Les demandes d'acceptation de sous-traitance devront être connues lors du dépôt de l'offre adressées au maître d'œuvre.

Ces demandes devront également indiquer les prestations (et leurs montants) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Compte tenu des délais d'exécution planifiés à trois semaines, aucune sous-traitance ne sera acceptée après le dépôt de l'offre.

Le titulaire doit informer, diriger et surveiller les entreprises sous-traitantes. Celles-ci doivent avoir été mises au courant de toutes les conditions et contraintes de chantier. Le titulaire doit assurer la coordination de leurs études et de leurs travaux en s'assurant de leur conformité aux documents et règles applicables au marché.

Le titulaire est responsable des actions, des fautes, et des négligences de ses sous-traitants et de leurs employés comme si c'était ses propres employés.

#### 1.4 Clauses d'exécution à caractère social

Les conditions d'exécution des prestations ne comportent pas des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable.

L'exécution ne comporte pas de clause d'insertion par l'activité économique obligatoire en application de l'article L2112-2 du code de la commande Publique.

#### 1.5 Décomposition en lots

Les travaux ne comportent qu'un seul lot : VRD

#### 1.6 Intervenants

##### 1.6.1 Maîtrise d'ouvrage

**Maître de l'ouvrage :**

ENSAP

740 cours de la libération

33 405 TALENCE CEDEX

Représentée par Camille Fabien Ansel, Directeur

##### 1.6.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Bureau d'études :**

EVEN BTP

126, rue Laharpe

Courriel : [contact@even-btp.fr](mailto:contact@even-btp.fr)

Tél : 05 56 42 62 05

Siret : 519 384 747 00027 – Code APE : 7112B

##### 1.6.3 Contrôle technique

Les travaux du présent marché ne sont pas soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978.

##### 1.6.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Les prestations seront réalisées par une seule entreprise, un plan de prévention sera établi entre le titulaire et l'ENSAP Bordeaux.

##### 4.4.1 Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

L'entreprise sera tenue de remettre à l'ENSAP Bordeaux un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

#### 1.7 Référé Préventif

Sans objet.

#### 1.8 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

#### Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

## **1.9 Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

## **Article 2. PIECES CONSTITUTIVES**

### **2.1 Pièces Particulières :**

1. L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP.) et son annexe
3. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, notamment :
  - a. Ensemble des pièces écrites joint au DCE
  - b. Ensemble des pièces graphiques joint au DCE
  - c. Pièces annexes jointes au DCE
4. Le calendrier détaillé d'exécution joint à la consultation visé à l'Article 6 du CCAP, qui sera remplacé par le calendrier détaillé d'exécution en début des travaux
5. Le PP (plan de prévention)
6. Le mémoire technique et méthodologique remis par le titulaire dans le cadre de son offre.
7. L'ensemble des échanges entre le maître d'ouvrage et le titulaire relative à son offre au cours de la consultation.

L'exemplaire de l'ensemble de ces pièces conservées par l'ENSAP fait seul foi.

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

### NOTA IMPORTANT 1 :

En cas de contradiction entre deux documents, le choix le plus contraignant techniquement et financièrement est réputé inclus au prix global et forfaitaire (à titre d'exemple : contradiction entre fiche local et pièce graphique).

A ce titre, les performances à atteindre définies dans les CCTP ou dans la procédure de contrôle et d'essai doivent être vérifiées et démontrées par le titulaire au moyen de mesure in situ si nécessaire.

### NOTA IMPORTANT 2 :

Les Décompositions du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) ainsi que les sous détails de prix sont établies par le titulaire sous son entière responsabilité. Ils ne seront considérés comme document contractuel que pour les prix unitaires servant à déterminer :

- le règlement de travaux non prévus ayant fait l'objet d'un ordre de service;
- les décomptes mensuels établis en fonction de cette décomposition et tenant compte de l'avancement réel des travaux ;
- le montant des réfactions pour imperfections techniques applicables aux quantités concernées.

En aucun cas, ces DPGF ou sous-détails de prix ne pourront servir à donner une indication contractuelle quelconque sur les quantités ou sur la nature des ouvrages et des fournitures à exécuter.

Les sous détails de prix pourront être exigés du titulaire sur simple demande et sous la forme décrite à l'article 9.3 du CCAG.

## **2.2 Pièces générales**

1. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
2. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux ;
3. Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation ;
4. L'ensemble des textes législatifs et réglementaires concernant la prévention des risques relatifs à l'amiante et notamment du décret n°96-98 du 7 février 1996 modifié relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante.

Le titulaire doit s'assurer de la conformité des ouvrages aux divers règlements de construction et de sécurité en vigueur, au jour de la signature du marché.

Tous les travaux seront en outre réalisés et exécutés conformément aux règles de l'art du bâtiment.

## **2.3 Ordre de priorité**

Dans l'ordre des pièces désignées aux articles 2.1 et 2.2 ci-dessus constituant le marché.

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**



## Article 3. PRIX

### 3.1 Caractéristiques des prix

- Ce forfait tient compte de toutes les dispositions nécessaires à la bonne exécution de la mission y compris dans le cadre d'une crise sanitaire (exemple crise sanitaire due à la pandémie de COVID 19).
- Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- En tenant compte des dépenses communes de chantier mentionnées au présent CCAP.
- Le contenu des prix du marché est conforme à l'article 9.1 du CCAG-travaux, complété par ce qui suit:
- Des frais d'amenée, d'entretien, de maintenance et de repli des matériels et des installations de chantier,
- Des frais liés à la présence de tous les ouvrages souterrains ou les installations (réseaux, ovoïdes, galeries techniques, etc.) - pour leur protection, leur maintien en fonctionnement et les dispositions spécifiques à prendre en cas d'intervention dessus ou à l'intérieur,
- Des frais résultant des mesures à prendre pour assurer la police de circulation aux abords du chantier pour faciliter la circulation et garantir la sécurité des usagers et du personnel du chantier dans les conditions de l'article 31.6 du CCAG Travaux,
- Des frais d'établissement des états des lieux avant démarrage des travaux, des frais de réalisation de tous relevés, diagnostics ou études complémentaires jugés nécessaires par le titulaire,
- Du coût des travaux réputés prévisibles au regard de l'état général des existants, extrapolé ou donné par les éléments joints au dossier de consultation des entreprises,
- Des frais de tracé et d'implantation des ouvrages, ainsi que ceux de piquetages des ouvrages prévus au CCAP,
- Des frais de demande et ceux résultant des arrêtés municipaux pour les travaux exécutés sur le domaine public,
- Des frais de demande et les charges temporaires de voirie et de police, pour l'occupation du domaine public,
- Des frais liés aux dispositions d'installation et d'organisation du chantier prévu,
- Des frais de fourniture d'échantillons, de prototypes, de maquettes et de la réalisation de travaux témoins, et des frais liés à leur démolition et leur évacuation,

- Des dépenses liées aux études d'exécution et à la cellule de synthèse, selon la description faite dans le CCTP communs dont les prescriptions sont à inclure dans le lot,
- Des frais d'études de fourniture des devis pour les éventuels travaux modificatifs,
- De toutes les sujétions liées aux intervenants précisés aux articles 1.3 à 1.6 du CCAP,
- Des frais d'assurances prévus,
- Des frais de cessions, licences ou autorisations nécessaires à l'exécution de travaux lorsque des matériaux, produits, composants et procédés de constructions en comportent,
- Des frais de procédures d'ATEX et des essais indiqués aux CCTP,
- Des frais relatifs à la nécessité de travailler en dehors des heures normales pour respecter les délais contractuels (travail en plusieurs postes et/ou pendant les jours normalement non ouvrés),
- Des frais liés à la réalisation d'un reportage photographique
- Des frais de protection des travaux, de nettoyage et de gardiennage éventuel du chantier jusqu'à la notification de la décision de réception,
- Des frais de tri sélectif, d'évacuation, d'élimination et de traitement, des gravats, déblais et déchets de chantier – vers des décharges ou filières agréées,
- Des frais nécessaires à l'obtention des certifications requises
- Des frais d'établissement des relevés des dimensions et positions des ouvrages exécutés, du dossier des ouvrages exécutés (DOE), des documents nécessaires à l'établissement par le coordinateur SPS du dossier des interventions ultérieures (DIUO),
- Des frais de remise en état des lieux (domaine public ou privé) à la fin des travaux,
- Des frais de nettoyage des zones et locaux avant livraison,
- Ces dépenses sont non limitatives, aussi, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune omission et devra assurer le fonctionnement normal et régulier du chantier et de ses installations.
- Les ouvrages à exécuter sont définis dans les pièces contractuelles définies à l'Article 2 du CCAP. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des documents constituant le marché et ne rien ignorer de l'ensemble des prestations.
- Une omission sur un plan ou une pièce écrite n'a en aucun cas pour effet de soustraire le titulaire à l'obligation d'exécuter l'intégralité des ouvrages, tels qu'ils sont définis dans les marchés et conformément aux règles de l'art.
- En cours d'exécution, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

- En effet, toutes omissions, imprécisions et contradictions des plans, coupes, détails et pièces écrites définissant la prestation et les limites de prestations, telles que décrites dans la consultation, doivent être signalées à la remise de l'offre.
- Le titulaire doit par ailleurs, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur à la date de remise des offres applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles. En cas de modification de la réglementation ou norme au cours de l'opération, le titulaire a l'obligation d'en avertir la maîtrise d'œuvre et la maîtrise de l'ouvrage.
- Sauf exception explicitement mentionnée dans le Cahier des Clause Techniques Particulières (CCTP), le fait pour le titulaire de devoir soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau.
- Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, le titulaire reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.
- **Le titulaire reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, afin d'obtenir tous éclaircissements ou informations de toute nature. Aucune contestation ne peut être admise sous prétexte d'une mauvaise appréciation des conditions d'exécution.**

### 3.2 Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois M0 « mois zéro » figurant à l'Acte d'engagement.

#### Les prix seront éventuellement actualisés :

L'actualisation des prix est une réévaluation globale du prix d'un marché effectuée une seule fois avant le début de l'exécution des travaux (contrairement à la révision qui elle est périodique). Elle est réalisée lorsqu'un délai de plus de trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle l'offre a été faite et la date du début d'exécution des prestations.

L'actualisation se fera uniquement aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de commencement des travaux.

L'actualisation du prix, s'applique selon la formule suivante :

$$P = P_0 \times [TP01(m-3)/TP01(m_0)]$$

*P : prix actualisé*

*P<sub>0</sub> : prix initial du marché*

*TP(x) (m-3) : valeur de l'index TP01 3 mois avant la date de début des travaux*

#### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

$TP(x)$  ( $m0$ ) : valeur de l'index à la date de début des travaux

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des TP ou par l'INSEE, sont les suivants :

Index	Libellé
TP01	Travaux publics généraux

Appliqués aux prix :

Lot N°	Libellé	Index	Prix concernés
LOT	VRD	<b>100% TP01</b>	Tous

### 3.3 Répartition des dépenses communes

Pour l'application de l'article 9.1 du CCAG.-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

**Les dépenses** dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

Libellé	Lot concerné
Constat d'huissier	Sans Objet
Clôture et portail des zones d'installation de chantier	Lot VRD
Etablissement des panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 8221-1 du Code du travail.	Lot VRD
Etablissement du panneau d'affichage du permis de construire suivant les dispositions de l'article A 421-7 du Code de l'Urbanisme.	Sans Objet
Installation de la base vie selon définition des pièces constitutives du marché et son déplacement si nécessaire en cours de chantier	Sans Objet
Signalisation de chantier	Lot VRD
Exécution des voies d'accès et voies provisoires de chantier	Sans Objet
Branchements provisoires et raccordements d'électricité pour poste principal + raccordement réseau EDF le plus proche	Sans Objet
Armoires divisionnaires y compris raccordement au poste principal (les rallonges ne devront pas dépasser 25 ml)	Sans Objet
L'installation électrique intérieure provisoire du chantier (armoires générales, coffrets, éclairage normal des circulations/halls/locaux borgnes et éclairage de sécurité)	Sans Objet
Eclairage extérieur (voiries, base vie, zones travaux)	Sans Objet
Maintien en état et conformité des installations électriques	Sans Objet
Branchements provisoires et raccordements réseaux EU / Eau potable / Eaux pluviales pour la base vie	Sans Objet
Réseau provisoire intérieur d'eau, y compris son raccordement.	Sans Objet
Distribution réseau d'eau autour des bâtiments	Sans Objet
Evacuation / pompage des eaux pluviales reçues à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments	Sans Objet
Mise en place d'une aire de stockage des matériaux pour toutes les entreprises et d'une aire de stationnement pour les livraisons	Lot VRD
Installations communes de sécurité et d'hygiène.	Sans Objet

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

Libellé	Lot concerné
Etanchéité provisoire	Sans Objet
Hors d'air provisoire	Sans Objet
Organisation du nettoyage de chantier	Sans Objet
Mise en place des bennes de déchets de chantiers et organisation des rotations	Lot VRD
Raccordement, fourniture, et la pose des appareils de rafraîchissement et de chauffage chantier	Sans Objet
Cellule de synthèse	Lot VRD

Les **dépenses d'entretien** des installations indiquées ci-dessous sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par le titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

Libellé	Lot concerné
Charges temporaires de voirie et de police	Sans Objet
Frais de gardiennage et de fermeture provisoire des ouvrages ou des bâtiments	Sans Objet
Enlèvement et transport des déblais stockés jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets	Lot VRD
Nettoyage, réparation et remise en état des installations de chantier salies ou détériorées par le titulaire du lot	Lot VRD
Obligation de laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux concernant le lot	Lot VRD
Evacuation des déblais liés au lot jusqu'aux lieux de stockage fixé par le maître d'œuvre	Lot VRD

Cette liste n'est pas limitative, elle est complétée par les dispositions prévues dans le CCTP rédigé par le maître d'œuvre. Il est précisé que dans le cas d'omission, imprécision ou contradiction entre différentes pièces contractuelles ou entre plusieurs dispositions d'un même document, la disposition la plus favorable à la Maîtrise d'Ouvrage prévaut.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir, aux frais des entreprises défaillantes, une entreprise de nettoyage extérieur.

Les dépenses indiquées ci-après sont à la charge du titulaire du lot VRD :

- Frais de nettoyage de chantier
- Frais de nettoyage des installations communes de chantier
- Frais de nettoyage et entretien des voiries et plateformes 1 fois /semaine
- Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone de chantier
- Consommation de bennes de déchets de chantier
- Frais de nettoyage, de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés,
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés.

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

## Article 4. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 4.1 Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

**Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché. Cette solution est privilégiée par le Maître d'ouvrage.**

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première à la retenue de garantie.

### 4.2 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance.

**Nota :** Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article R2393-33 du Code de la Commande publique.



## Article 5. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 5.1 Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG Travaux, les demandes de paiement seront présentées en utilisant le service électronique de traitement, d'archivage et d'échange d'information CHORUS selon les dispositions annexées au présent CCAP.

### 5.2 Approvisionnements

Sans objet.

### 5.3 Tranches optionnelles

Sans objet.

### 5.4 Paiement des cotraitants et des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments de l'article R2193-1 du Code de la Commande Publique indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.
- Les modalités de paiement des sous-traitants admis au paiement direct figurent aux articles R2193-11 à R2193-R2193-15 du code de la commande publique.
- Les demandes de paiement des sous-traitants s'effectueront via le service CHORUS.
- Le titulaire veillera à renseigner dans ses situations mensuelles le montant à payer à ses sous-traitants.
- Les attestations de paiements directes générées par le système CHORUS n'auront pas à être signées par le titulaire sauf en cas de modification après sa validation.
  - o Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
  - o Ce délai court à compter de la validation sur CHORUS par le titulaire de la situation mensuelle faisant figurer la part à payer au sous-traitant
  - o Le titulaire veillera à informer ses sous-traitants de la date de validation de la situation présenté sur CHORUS.
  - o Dans le cas où le titulaire n'aura pas notifié au sous-traitant son refus de paiement de la situation du sous-traitant tel que prévu au R2193-12, le sous-traitant pourra adresser sa demande directement au pouvoir adjudicateur tel que mentionné à l'article R2193-14.
  - o Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de la demande de paiement direct du sous-traitant et pourra mettre la situation du sous-traitant en paiement à défaut de réponse du titulaire et justifications de non demande de paiement de la situation.
- Modalités de paiement direct des cotraitants :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux

### **5.5 Prestations supplémentaires ou modificatives (prix nouveaux)**

Les dispositions de l'article 13 du CCAG-Travaux s'appliquent.

En complément de l'article 13.3 du CCAG-Travaux, les prestations supplémentaires ou modificatives, qu'elles fassent appel à des prix nouveaux ou des prix de la DPGF, ne pourront en aucun cas être augmentées au titre de « frais de gestion », « frais d'encadrement », « frais d'études » ou tout autre poste de frais généraux. Ces types de frais sont en effet réputés inclus dans l'offre globale du Titulaire pour le présent marché, tant que l'augmentation du montant des travaux n'atteint pas la limite prévue à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Ils devront apparaître dans les sous détails de prix unitaires ou les décompositions de prix forfaitaires que le titulaire devra établir systématiquement sur simple demande de la maîtrise d'ouvrage s'ils ne sont pas fournis dans l'offre globale.

Lorsque le Titulaire et le Représentant du pouvoir adjudicateur sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ou que les prix proposés sont réputés acceptés par le Titulaire, conformément à l'article 13.5 du CCAG-Travaux, ces prix pourront faire l'objet :

- soit d'un avenant,
- soit d'un état supplémentaire de prix forfaitaire, signé des deux parties ou notifié au Titulaire par décision du Représentant du pouvoir adjudicateur.

### **5.6 Augmentation du montant des travaux**

En application de l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique, et en complément de l'article 14 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le maître d'œuvre peut notifier par ordre de service la décision prise par le représentant du pouvoir adjudicateur d'en poursuivre l'exécution jusqu'à un nouveau montant précisé dans cette décision.

En l'absence d'une telle décision dans un délai de 10 jours avant la fin du mois au cours duquel le montant des travaux exécutés atteindra le montant contractuel et s'il n'a pas reçu dans le même délai l'ordre d'arrêter les travaux mentionnés à l'article 14.4.2 du CCAG Travaux, le titulaire poursuit les travaux dans la limite des plafonds fixés à l'article 14.3 du CCAG Travaux. Lorsque les travaux exécutés atteignent ces plafonds, le titulaire en arrête l'exécution. Les travaux exécutés au-delà du plafond ne seront pas payés.



## 5.7 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du CCAG Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- Date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 41.3 du CCAG Travaux,
- Date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 12.4 du présent CCAP,
- Date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies à l'article 14 ci-dessous.

Les dispositions de l'article 12-3 du CCAG travaux marchés publics s'appliquent sauf pour les marchés comportant des plantations pour lesquels, par dérogation aux articles 12.3 et 42 du CCAG, il sera appliqué les dispositions suivantes : L'entrepreneur devra présenter son projet de décompte final dans les 45 jours à compter du terme correspondant à l'expiration du dernier délai de garantie (engazonnement ou végétaux).

## Article 6. DELAI D'EXECUTION - PENALITES ET PRIMES

### 6.1 Délai d'exécution- Période de préparation

La durée de la période de préparation et son point de départ sont fixés à l'Acte d'engagement.

La période de préparation pourra être prolongée tel que prévu à l'article 28.1 du CCAG Travaux. Cette prolongation à l'initiative du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre ne donnera droit à aucune indemnité.

En complément de l'article 28.1 du CCAG-Travaux, si des retards imputables au Titulaire, dans les tâches et prestations à réaliser pendant la période de préparation (conformément à l'article 10.1 du CCAP), entraînent un report de l'ordre de service de démarrage des travaux, le délai d'exécution des travaux sera alors réduit de la durée de ce report.

### 6.2 Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Le délai d'exécution s'insère dans ce délai conformément au calendrier détaillé d'exécution joint en annexe de ce présent CCAP.

L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### 6.2.1 Calendrier détaillé d'exécution

**A)** Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré (à partir du calendrier prévisionnel d'exécution) par le prestataire ayant la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation auprès du titulaire du lot VDR.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la réalisation fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots la durée des études d'exécution et des travaux ainsi que et la date probable de départ du délai d'exécution

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par le titulaire, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur deux jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent CCAP. Le titulaire ne peut s'opposer à ce calendrier détaillé d'exécution dès lors que les durées des phases qui y sont mentionnées sont compatibles avec celles mentionnées dans le calendrier prévisionnel des travaux. C'est ce calendrier détaillé d'exécution qui permettra la détermination de retards éventuels du titulaire dans l'exécution de son marché et l'application de pénalités et retenues.

**B)** Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

**C)** Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé à l'acte d'engagement.

**D)** Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au C), est notifié par ordre de service au titulaire.

#### 6.2.2 Suivi du Calendrier détaillé d'exécution des travaux

Le constat d'avancement du chantier est hebdomadaire.

Pour cela, le titulaire remettra au plus tard pour la réunion d'avancement hebdomadaire fixée par l'architecte (maître d'œuvre), deux exemplaires de la feuille hebdomadaire de pointage des éventuelles études et des travaux sur laquelle il sera porté, pour la semaine écoulée :

- les avances ou retards constatés,
- les motifs des retards,
- les prévisions de rattrapage,
- les effectifs présents sur le chantier, par spécialité et en distinguant l'encadrement,
- les journées d'intempéries éventuelles.

En cas de retard constaté de l'entrepreneur par rapport au calendrier détaillé d'exécution, la maîtrise d'œuvre pourra imposer par ordre de service exécutoire au titulaire de définir dans le délai de 2 jours, les moyens à mettre en œuvre pour rattraper le retard.

À défaut pour le titulaire d'avoir satisfait à la demande de la maîtrise d'œuvre dans le délai susvisé, celle-ci lui notifiera par ordre de service exécutoire un calendrier de rattrapage.

### **6.3 Prolongation du délai d'exécution**

La prolongation des délais d'exécution dans les cas prévus aux articles 19.2.2 et 19.2.3 sera notifié au titulaire par ordre de service. Elle ne donnera droit à aucune indemnité.

#### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Le recalage du calendrier tient compte des intempéries qui se sont produites depuis la signature du contrat. La prise en compte de jours d'intempéries pour la suite des travaux est conditionnée par :

- Le respect des conditions prévues dans le tableau (nature des phénomènes et intensité limite de durée) ci-dessous ;
- La déclaration mensuelle par le titulaire à la SRIA des arrêts de chantier (par bâtiment et par corps d'état) provoqués par des intempéries ;
- La justification du caractère pénalisant des tâches interrompues sur le planning global d'un bâtiment ou, le cas échéant, sur le planning global du projet. La SRIA valide mensuellement, de bonne foi, la prise en compte des intempéries au regard des justifications produites.

Nature du phénomène	Seuil limite	Durée du phénomène
Pluie	A partir de 15 mm	Cumul entre 6h et 18h
Gel	-2°C	à 10h et avec une durée continue de 2h
Vent	A partir de 40 km/h	entre 08h et 18h et avec une durée continue de 2h
Neige	A partir de 1 cm	à 06h ou 2h chute en continue

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Bordeaux Mérignac

## 6.4 Pénalités

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que :

- Les pénalités seront encourues de plein droit, sans exigence de mise en demeure préalable par courrier ; le simple fait de la constatation du retard par l'architecte (maître d'œuvre) avec mention dans le compte rendu de chantier hebdomadaire suffit à leur application.
- Les pénalités sont cumulables.
- Les pénalités journalières s'entendent en jours CALENDAIRES
- Les pénalités seront appliquées au titulaire.

En cas de groupement, les pénalités seront appliquées au mandataire. Si le fait générateur de l'application des pénalités est de la faute d'un ou plusieurs des cotraitants, le mandataire justifiera auprès du maître d'ouvrage la part de responsabilité du ou des cotraitants ainsi que la grille de répartition des pénalités au sein du groupement.

Pour toute autre pénalité non indiquée ci-après, l'article 19.1 du CCAG travaux s'appliquera.

### 6.4.1 Retard dans l'achèvement des travaux

En cas de retard dans l'achèvement des travaux, le(s) titulaire(s) du(des) lot(s) responsable(s) subira(ont) les pénalités journalières suivantes :

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pénalité journalière (en Euros)
<p><b>Pour chaque entreprise responsable du retard :</b></p> <p><u>Pour les 10 premiers jours :</u></p> <p>1/1000<sup>ème</sup> du montant du marché avec un maximum de 5 000 €/jour</p> <p><u>Au-delà de 10 jours :</u></p> <p>1/3000<sup>ème</sup> du montant du marché</p>

#### 6.4.2 Formalités prévues par le Code du travail – Travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail notamment en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **5 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### 6.4.3 Pénalités liées au rendez-vous de chantier architecte (maîtrise d'œuvre), visite de chantier, réunion d'étude et de coordination, cellule de synthèse :

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Les rendez-vous de chantier (visites de chantier, réunions de chantier, réunion d'études, de cellule de synthèse et de coordination, etc...) sont fixés par l'architecte (maître d'œuvre). Chaque réunion, y compris visite de chantier, donne lieu à un compte rendu établi par le maître d'œuvre dans les 48H.

«En cas d'absence à ces réunions, le titulaire, le sous-traitant concerné, pourront encourir, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, une pénalité fixée à **200 €HT** par absence. »

En cas de retard de plus de 1/2h à ces réunions, ils pourront encourir, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, une pénalité fixée à **100 €HT** par absence. Un retard de plus d'une heure est assimilé à une absence.

#### 6.4.4 Pénalités liées à la Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs:

En cas de non-respect des exigences, demandes, convocations et consignes du CSPS décrites au présent CCAP, le titulaire pourra encourir, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux, une pénalité journalière fixée à **300 €HT**.

Absence de l'entreprise au rendez-vous programmé d'inspection commune et non-respect du délai de prévenance décrit à l'article 1.3.2 du PGCSPS), une pénalité fixée à **500 €HT** par absence.

#### 6.4.5 Pénalités liées au non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, au gardiennage, à l'hygiène, à l'organisation, à la charte chantier faibles nuisances et la signalisation générale du chantier, de la base-vie.

Cas N°	Pénalité	Montant
6.4.5.1	Retard dans l'installation ou le repliement de chantier	500€/Jour
6.4.5.2	Défaut de dispositifs de nettoyage et décrottage des engins avant sortie du chantier	200€/jour et infraction constatée
6.4.5.3	Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le Maître d'ouvrage, et /ou des emprises de chantier dans le domaine public.	300€/jour
6.4.5.4	Travaux sur le domaine public sans signalisation ou protection efficace avec éclairage diurne et nocturne.	200€/jour et infraction constatée
6.4.5.5	Retard dans le nettoyage de chantier sur simple constat de l'architecte (maître d'œuvre) et/ ou de l'OPC	200€/jour et infraction constatée
6.4.5.6	Dépôts de matériel, matériaux, terres, gravois, déblais, en dehors des zones prescrites	500€/jour et infraction constatée
6.4.5.7	Retard dans l'évacuation des gravois au-delà du délai fixé par le maître d'œuvre ou l'OPC	500€/jour et infraction constatée
6.4.5.8	Bruit de chantier au-delà de la limite prescrite par la réglementation	300€/jour et infraction constatée
6.4.5.9	Stationnement en dehors des zones autorisées	500€ par infraction
6.4.5.10	Non-respect du plan de circulation ou non-respect des horaires du chantier	500€ par infraction
6.4.5.11	Brulage de bois et autres sur place	1500€ par infraction
6.4.5.12	Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protection collectives	100€ par infraction
6.4.5.13	Défaut d'évacuation des gravats affectée à un lot de travaux	100€ par infraction
6.4.5.14	Plan de collecte des déchets / tri sélectif des déchets non respecté ou chantier propre	200€ par constat
6.4.5.15	Publicité non autorisée	100€ par jour calendaire
6.4.5.16	Assainissement du chantier non conforme	150€ par jour calendaire
6.4.5.17	Pour branchement non autorisé ou pour coupure intempestive de fluides sur les réseaux	500€ par infraction
6.4.5.18	Non-respect des dispositifs environnementaux notamment vis-à-vis des	300€ par infraction constatée

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

Cas N°	Pénalité	Montant
	prescriptions de la charte chantier faibles nuisances (non-respect des demandes relatives à la communication, à L'information, à la maîtrise des nuisances et à la gestion des Déchets	

6.4.6 Pénalité pour retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'ordonnancement ou à la coordination des travaux.

→ plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, fiches d'essai, témoins, prototypes, échantillons, devis de travaux modificatifs, et plus généralement tout élément technique demandé par l'architecte (maîtrise d'œuvre, l'OPC, le SPS...

Cas N°	Pénalité	Montant
6.4.6.1	Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires aux études, à l'ordonnancement ou la coordination des travaux (plan d'EXE, notes de calculs, fiches techniques, études de détail, plan de synthèse, etc...)	150€/jour et par documents
6.4.6.2	En cours d'exécution retard dans la remise de documents réclamés par le maître d'œuvre, l'OPC ou le contrôleur technique dans le cadre de leurs missions et demandés au mois huit jours à l'avance	100€ par jour et par demande
6.4.6.3	Retard dans la production de justification, et/ou prévisions de prix pour ouvrage non prévus	100€/jour
6.4.6.4	Retard ou absence non excusée à une réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité du titulaire, dûment convoqué à ladite réunion	500€ par absence
6.4.6.5	Retard dans les façons et présentations chantier des prototypes d'éléments de construction	150€/jour
6.4.6.6	Retard dans la présentation chantier des échantillons de matériaux et matériels de construction,	150€/jour
6.4.6.7	Retard dans la présentation des locaux témoins ou prototypes	150€/jour
6.4.6.8	Retard dans la fourniture de documents demandés par le Coordinateur SSI pour la composition du dossier d'identité SSI	500 €/ jour et par document.

**Cahier des Clauses Administratives Particulières**



#### 6.4.7 Retenues et pénalités pour retard en cours de réalisation des travaux.

Ces retenues pourront être reversées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux d'un autre lot. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâches, ces retenues pourront être transformées en pénalités définitives.

Cas N°	Pénalité	Montant
6.4.7.1	Retenues et pénalités pour retard dans l'exécution de tâches prévue au calendrier détaillé des travaux. Les retenues et pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre en accord avec l'architecte le cas échéant. Il est précisé que les pénalités portent sur les débuts et fin des tâches.	1/3000 <sup>ème</sup> du montant des travaux par jour.
6.4.7.2	Retenues et pénalités pour retard dans l'exécution dans le cadre du délai particulier affecté à un lot. Ces retenues et pénalités sont appliquées, sans mise en demeure, sur simple confrontation entre la date réelle de fin d'exécution du lot et de la date d'expiration des travaux de ce lot fixée au calendrier détaillé d'exécution et sur le compte rendu de l'architecte.	1/3000 <sup>ème</sup> du montant des travaux par jour
6.4.7.3	Retenues pour retard dans la réalisation des tâches. Des retenues journalières calculées selon indications ci-avant pourront être appliquées en cas de retard dans l'intervention, l'avancement et/ou dans l'achèvement d'une tâche.	1/3000 <sup>ème</sup> du montant des travaux par jour

#### 6.4.8 Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant

Sans objet.

#### 6.4.9 Retard dans la présentation des documents à fournir après exécution

Mentionnés à l'article 40 du CCAG Travaux : Pénalité par document et par jour en défaut : **500 € HT**.

#### 6.4.10 Pénalités pour non-levées de réserves à la réception

Le titulaire encourt une pénalité de **500 € HT** par jour de retard au-delà du délai de réalisation des réserves mentionné au procès-verbal de réception.

#### 6.4.11 Délais et pénalités au titre de la garantie de parfait achèvement

Au titre de l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le Titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement ».

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

Pour les équipements, installations et ouvrages qui concourent à la sécurité des biens et des personnes, le Titulaire devra intervenir sous un délai maximum de 24h à compter de la notification par courriel d'une demande d'intervention dite « urgente » transmise par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage (ou le représentant du maître d'ouvrage).

Pour tous les autres équipements, installations et ouvrages, le délai d'intervention du titulaire est fixé à 1 semaine à compter de la notification par courriel d'une demande d'intervention transmise par le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage (ou le représentant du maître d'ouvrage).

Les délais de réparation seront fixés lors du constat contradictoire effectué entre le titulaire et le maître d'œuvre et/ou le maître de l'ouvrage (ou le représentant du maître d'ouvrage). En tout état de cause, ces délais de réparation ne pourront excéder 15 jours.

En cas de retard constaté, le titulaire encourt une pénalité journalière arrêtée à la somme forfaitaire de **2 000 € HT** pour toute demande d'intervention dite « urgente » définie ci avant et **500 € HT** pour toutes les autres demandes d'intervention.

## **Article 7. CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **7.1 Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **7.2 Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Sans objet.

## **Article 8. IMPLANTATION DES OUVRAGES**

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'œuvre avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Le coût du piquetage est réputé compris dans les prix du marché.

### **8.1 Piquetage général**

Le piquetage général est réalisé dans les conditions de l'article 27.2.3 du CCAG-Travaux.

### **8.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, sera effectué contradictoirement avec le maître d'œuvre qui aura convoqué les exploitants des ouvrages et/ou les services compétents du maître de l'ouvrage (ou de son représentant) dans les conditions de l'article 27.3 du CCAG-Travaux.

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**



Avant le début des travaux, le titulaire doit prévenir l'exploitant des canalisations ou câbles, 10 jours avant le début des travaux.

## Article 9. PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

### 9.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation de l'entreprise, dans les conditions énoncées à l'article 6.2.1 du présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires prévues à l'article 28.2 du CCAG-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Dans le cadre de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 4 jours à compter du début de la période de préparation.

### 9.2 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

#### 9.2.1 Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail devront être scrupuleusement respectées.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), l'entreprise doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Le maître d'ouvrage et ou le maître d'œuvre peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

#### 9.2.2 Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

##### 9.2.2.1 Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Sans Objet

##### 9.2.2.2 Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement à l'ENSAPBX :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 3 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le L'ENSAPBX et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Le titulaire informe l'ENSAPBX :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par l'ENSAPBX.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

#### 9.2.2.3 Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

#### 9.2.2.4 Locaux pour le personnel

L'ENSAP Bordeaux mettra à disposition de l'entreprise des locaux pour le personnel.

Un vestiaire, des sanitaires, une douche, un espace restauration.

L'accès aux locaux du personnel seront soumis à des obligations : hygiène, horaires, utilisation.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à **100,00 Euros**, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais fixés par l'Article 9 du présent document.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3 Plan d'assurance qualité**

Pour répondre à la problématique de la gestion de la qualité du chantier, le titulaire a la responsabilité d'établir un plan d'assurance qualité conformément aux dispositions de l'article 28.2.1 du CCAG. Ce plan sera soumis au visa du maître d'œuvre pour prise en compte des observations.

### **9.4 Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **Article 10. ETUDES D'EXECUTION**

L'ensemble des études d'exécution seront réalisées par les entreprises ainsi que l'ensemble des plans d'atelier et de chantier (PAC). Ces études seront soumises au maître d'œuvre pour VISA pour avis, préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG.

Ces derniers doivent les renvoyer au titulaire avec leurs observations éventuelles au plus tard 2 jours après leur réception.

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Ces documents d'exécution seront fournis en trois exemplaires au maître d'œuvre, dont un sur support permettant la reproduction.

Ils seront remis en 1 exemplaire, également sur support informatique (clé USB) dans les conditions suivantes :

➔ Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels suivants :

- AUTOCAD format DWG + fichier IFC compatible ARCHICAD
- PDF

Le titulaire est réputé avoir parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

## **Article 11. INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER**

### **11.1 Généralités**

L'entrepreneur chiffrera dans son offre, les dépenses qu'il estime touchant aux travaux préliminaires et installations de Chantier.

### **11.2 Plan d'Installation et d'organisation de Chantier**

Le plan d'installation et d'organisation de chantier sera établi par le titulaire du lot VRD dès la notification de l'ordre de service, et dans la semaine de préparation de préparation. Ce plan sera soumis à l'accord du Maître d'œuvre.

Il sera mis à jour autant de fois que nécessaire en fonction de l'évolution du chantier.

Le plan d'installation de chantier doit intégrer les dispositions prises par l'architecte (Maître d'œuvre) et comprend notamment pour chaque phase de travaux :

- L'organisation du trafic (cheminement séparé pour piétons, circulation en boucle des véhicules, aménagement des entrées et des sorties de chantier),
- La prise en compte des réseaux existants enterrés,
- La prise en compte des sujétions des règlements administratifs en vigueur se rapportant à la sécurité sur le domaine public.
- L'implantation des clôtures complémentaires et portails aux clôtures provisoires déjà installées,
- L'implantation de la signalisation chantier (panneaux, signalisation routière),
- L'implantation de la base vie (bureaux, vestiaires, sanitaires et locaux destinés au personnel, conformément aux prescriptions de l'ENSAPBX et détaillée (surfaces, mobiliers),

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

- L'implantation des zones de stockage des approvisionnements chantier (matériel et matériaux), en concertation avec l'architecte (Maître d'œuvre), et après avoir estimé ses besoins en stockage, approvisionnement, ses appareils de levage et modes opératoires),
- L'implantation des dispositifs d'évacuation des déchets (bennes ...),
- L'implantation des appareils de levage, grues, monte-matériaux et camions pompe,  
Le maître d'ouvrage donnera les informations concernant la mise à disposition et de leurs positionnements :
  - a) Des réseaux divers (eau, électricité) ;
  - b) Des locaux (vestiaire, douche, espace restauration)
- Le positionnement du panneau de chantier,
- Fourniture du dossier DCE (les plans et CCTP et pièces écrites). Ce dossier devra être tenu à jour avec les documents indicés.

Tous détails non énumérés ci-dessus, mais que l'entreprise jugera bon d'ajouter pour l'installation

Ces dispositions devront être matérialisées sur le plan. Ce plan devra être actualisé tout au long de la durée du chantier en fonction des contraintes de chaque lot.

### **11.3 Base vie**

Le maître d'ouvrage mettra à disposition à titre gratuit, pour la durée du chantier :

- Une salle (faisant office des bureaux de chantier suffisamment dimensionnés pour recevoir tous les intervenants sur site avec la fonctionnalité (meubles, casiers, tables, chaises, etc...), les fournitures (gilets, bottes et casques pour visites de chantier, etc...), l'affichage (aimants, rails, etc...).
- Des cantonnements de chantier suffisamment dimensionnés pour l'accueil du personnel travaillant sur le site selon besoins de l'entreprise.

Ces espaces comprendront plus particulièrement (liste non exhaustive) :

- Sanitaires homme/femme
- Vestiaires homme/femme
- Réfectoires (compris micro-ondes, réfrigérateur, etc...).
- Salle de réunion
- Etc...
- La fourniture de tous les consommables (savon, papier, essuie mains) ;
- Tous les frais d'abonnements, de consommations, de nettoyage journalier.

### **11.4 Signalisation de chantier**

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra la fourniture et la mise en place des équipements de signalisations réglementaires aux accès et autour du chantier (affichage d'interdiction au public, port du casque obligatoire, etc...).

Il devra également :

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

- La fourniture et la pose des protections et signalisations temporaires liées à la circulation des piétons et des véhicules au droit des accès du chantier.
- La réalisation de la signalétique extérieure et intérieure et plus particulièrement :
  - o Panneaux et matérialisation diverses, des zones de déchets, de stockage, et autres zones du chantier.
  - o Panneaux et matérialisation diverses des accès sur site et aux abords du site permettant de reconnaître et trouver sans ambiguïté les espaces ou cheminements suivant leurs affectations.
  - o Signalétique spécifique accès pompier.

L'entrepreneur prévoira tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces installations pendant toute la durée des travaux.

### **11.5 Clôtures de chantier**

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra la fourniture et mise en œuvre de toutes les clôtures pour assurer la fermeture de la zone de travaux ainsi que des stationnements chantier.

La prestation comporte la fourniture et la pose des clôtures, y compris maintien pendant la durée complète du chantier ainsi que sa dépose à la fin du chantier.

La clôture pourra être déposée provisoirement, si elle devenait une gêne à l'évolution des engins.

L'Entrepreneur prendra également à sa charge tous les frais pour le maintien en état ou de déplacement éventuel de ces clôtures pendant toute la durée des travaux en T.C.E. et la dépose de celui-ci en fin de chantier.

### **11.6 Panneau de chantier**

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra la fourniture et la pose des panneaux de chantier réglementaires, suivant le plan et la description fournis par l'architecte et le modèle imposés par le Maître d'ouvrage.

L'Entrepreneur prendra également à sa charge :

- S'assurer du respect des affichages réglementaires liés aux demandes et autorisations administratives (permis de construire, déclarations diverses, etc...).
- Le maintien et l'entretien de l'affichage tout au long du chantier,

L'entrepreneur prévoira tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces installations pendant toute la durée des travaux.

### **11.7 Protections provisoires (collectives, voiries, arbres, etc...)**

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra prévoir dans son offre, la fourniture et la mise en œuvre de toutes les protections provisoires nécessaires pour ne pas

détériorer les voiries existantes conservées (voirie accès, enrobé rouge autour pyramide de la zone chantier, etc...).

A noter que dans le cas de détérioration de celles-ci pendant les travaux, l'Entrepreneur du présent lot devra prévoir tous les travaux de remise en état à l'identique en fin de chantier, dans le cadre de son offre globale et forfaitaire.

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra prévoir dans son offre la protection des arbres conservés et de tout ouvrages/éléments (borne éclairage, des tampons d'égouts, etc...) situés à proximité des travaux.

L'entrepreneur prévoira tous les frais pour le maintien en état ou le déplacement éventuel de ces installations pendant toute la durée des travaux.

### **11.8 Aire de stockage des déchets**

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra prévoir l'aménagement d'une aire de stockage des déchets.

Ces travaux comprendront également la fourniture et la mise en place par l'Entrepreneur du présent lot de bennes à gravats pour évacuation de tous les déchets.

Ces bennes comprendront toutes les sujétions de gestion courante des bennes à déchets, de transport, de location, de traitement et d'élimination.

Le producteur de déchet reste de toute façon responsable de leur bonne élimination (loi du 15 juillet 1975). Il est rappelé que le brûlage des déchets sur chantier est interdit.

Le nombre de bennes et leur emplacement seront déterminés en fonction des besoins. Les bennes devront être enlevées dès qu'elles seront remplies et renouvelées autant que nécessaire.

Il sera possible d'utiliser des bennes compartimentées pour un tri plus sélectif tout en optimisant l'espace.

La zone de tri sera aménagée de manière à permettre l'évacuation sélective des matériaux déposés, avec mise en place :

- De bennes à DI (déchets inertes).
- De bennes pour l'évacuation du bois.
- De bennes à DIB (déchets industriels banals) divers.
- De bennes à DIS (déchets industriels spéciaux).
- Etc...

### Panneautage :

Chacune des bennes sera clairement identifiée. Pour ce faire, un panneautage à la charge de l'entrepreneur mandataire du lot **VRD** (minimum 50 x 50 cm) indiquera

### **Cahier des Clauses Administratives Particulières**



clairement la destination de chaque benne. Un code couleur des bennes permettra une reconnaissance rapide des déchets à trier.

Afin de garantir l'information des ouvriers intervenant dans le cadre du chantier, le titulaire du présent lot devra la fourniture d'un panneau (minimum 1 m x 1 m), à proximité de la zone de stockage des déchets, présentant les dispositions de tri mises en œuvre sur le chantier.

A noter que :

L'entrepreneur mandataire du lot **VRD** devra :

- Prévoir à sa charge tous les frais d'aménagement de l'aire de stockage des déchets, d'amenée et de replis des bennes, ainsi que de location des bennes.
- La prise en charge des frais relatifs à l'évacuation des déchets vers les unités de traitement et d'élimination et la gestion courante des bennes à déchets.

### 11.9 Raccordement provisoire de chantier

- 
- Branchement électrique :
  - o Le maître d'ouvrage autorise, à titre gratuit, d'utiliser l'installation existante de l'école (à voir avec le Maître d'Ouvrage),
- Branchement AEP eau:
  - o Le maître d'ouvrage autorise, à titre gratuit, d'utiliser l'installation existante de l'école (à voir avec le Maître d'Ouvrage)
- Branchement assainissement :
  - o Le maître d'ouvrage autorise, à titre gratuit, et les réseaux extérieurs, EP, néanmoins un dispositif (bac de décantation permettant notamment de récupérer la laitance du béton) de traitement des eaux avant rejet sur le réseau public est à la charge de l'entrepreneur mandataire du lot **VRD**,
- Etc...

### 11.10 Accès aux voies publiques– remise en état

Exécutés et à la charge exclusive de l'entrepreneur titulaire du lot VRD.

Tous les travaux nécessaires au chantier ou demandés par les services techniques de la Mairie de Talence, Bordeaux Métropole ou le Maître d'œuvre sont compris dans ce poste et notamment :

- Déplacement d'éclairage public,
- Protection des voies existantes, traversées par l'accès au chantier,
- L'organisation des circulations, piétonnes et véhicules ; elles doivent être sécurisées en permanence, accompagnées et maintenues en état durant tout le chantier par des hommes trafic (passages piétons, feux tricolore, panneaux routiers),
- Dépose éventuelle de bordures de trottoir et mobilier urbain et remise en état en fin de chantier, ainsi que leur

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

- Stockage et protection avant repose ; une dépose provisoire à la demande peut être envisagée, à prévoir,
- Trottoirs provisoires à réaliser et remise en état en fin de chantier,
- Remise en état des voies et trottoirs détériorés du fait des travaux et des installations de chantier TCE,
- Les branchements sur lavoierie public,
- Remise en état des espaces verts,
- Les éventuelles charges de voirie et de police sont à la charge de l'entrepreneur du lot N°01.

#### 11.11 Signalisation – Accès

Suivant prescriptions de l'ENSAP BX et celles-ci après, l'entrepreneur du lot VRD prendra tous les contacts nécessaires avec les services de voirie et de police de la ville de Talence pour mettre en place la signalisation afférente au chantier.

L'Entrepreneur est tenu d'établir à sa charge et de maintenir en état la signalisation nécessaire à la réalisation complète de ses ouvrages. L'Entrepreneur ne pourra enlever sa signalisation de chantier qu'après accord de la Maîtrise d'œuvre ou des autorités compétentes. La signalisation devra être conforme à la réglementation en vigueur.

#### Sécurité générale des usagers des voies publiques et des voisins

Pendant l'exécution des travaux, les sorties de chantier seront signalées par des panneaux réglementaires établis par l'Entrepreneur du lot VRD et elles seront nettement dégagées de part et d'autre afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules sortant du chantier et de façon à attirer l'attention des usagers de l'espace public.

Les modifications rendues obligatoires par l'évolution des travaux devront être communiquées au Maître d'Œuvre par l'Entrepreneur.

#### 11.12 Application de réglementations spécifiques

Sans objet

### Article 12. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

#### 12.1 Gestion des déchets de chantier

Conformément à l'article 36 du CCAG.-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que «producteur» de déchets et du titulaire en tant que «détenteur» de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste «producteur» de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation des déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### Cahier des Clauses Administratives Particulières



## 12.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne sont pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 5 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent CCAP.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire responsable dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG.-Travaux, sans préjudice d'une pénalité de 1 000,00 Euros par jour de retard.

## 12.3 Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, à la charge du titulaire, seront effectués dans les conditions suivantes :

### 12.3.1 Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrage sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P

Sans objet.

### 12.3.2 Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le marché :

Sans Objet.

## 12.4 Documents à fournir après exécution

Le titulaire devra remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG. Les délais et modalités de remise des documents applicables sont ceux prévus par ce même article.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés sera remis au coordonnateur S.P.S. pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (D.I.U.O.).

Les DOE devront respecter la charte graphique de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux.

## 12.5 Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

## Article 13. RECEPTION DES TRAVAUX

### 13.1 Dispositions applicables à la réception

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge

de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG-Travaux. Cette date doit être cohérente avec le calendrier prévisionnel détaillé des travaux.

Le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 10 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

### 13.2 Réception partielle et prise de possession anticipée

Il n'est pas prévu de réception partielle. Dans le cas où une réception partielle serait décidée par le maître d'ouvrage en cours de marché, le titulaire en sera avisé par ordre de service.

### 13.3 Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître de l'ouvrage se réserve, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, le droit de prendre possession des ouvrages ou parties d'ouvrages définis par ordre de service et selon les termes de l'article 43 du CCAG.

## Article 14. GARANTIES ET ASSURANCES

### 14.1 Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG. Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Extension du Délai de garantie pour travaux n'ayant pu faire l'objet d'essais.

### 14.2 Garanties particulières

Sans objet

#### 14.2.1 Garantie particulière des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

#### 14.2.2 Garantie particulière de fonctionnement d'installations de haute technicité

Sans objet.

#### 14.2.3 Garantie particulière des espaces verts

Sans objet.

## Cahier des Clauses Administratives Particulières

### 14.3 Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Ils auront également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

#### 14.3.1 Assurance de responsabilité

Le titulaire du marché doit justifier, conformément au CCAP relatif au présent marché, au moyen d'attestations d'assurance émanant de société notoirement solvables et portant mention de l'étendue des garanties, dont il est titulaire.

En tout état de cause, si les attestations n'ont pas été demandées ou produites à ces divers stades, ou si l'ayant été, elles doivent être à nouveau produites (attestation se révélant incomplète, report de la date d'ouverture du chantier....) elles devront être transmises dans le délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution.

##### 14.3.1.1 Assurance de responsabilité civile

Le titulaire du marché doit justifier au moyen d'une attestation d'assurance portant mention de l'étendue des garanties qu'il est titulaire d'un contrat garantissant l'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, ou cotraitants si le titulaire est mandataire du groupement, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d'ouvrage ou à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

Il devra produire cette attestation en cours d'exécution des travaux si le chantier dure sur plusieurs années civiles, au plus tard le 15 janvier de la nouvelle année civile.

En cas de retard dans la transmission des attestations, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 6.4 ci-avant.

Le contrat comportera des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus en cours de travaux (gros-œuvre, second œuvre, lots techniques) et après travaux (vis-à-vis des tiers et du maître d'ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels, que ces derniers soient ou non à des dommages corporels et/ou matériels).

Justificatif d'assurance : L'attestation d'assurance devra préciser, outre l'identité de la compagnie ou de la mutuelle d'assurance, le numéro de police ou des polices, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

##### 14.3.1.2 Assurance de responsabilité civile décennale

En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance ou non, le titulaire, et s'il y a lieu ses-cotraitants et leurs sous-traitants doivent avoir souscrit à leur frais et justifier au moyen d'une attestation établie sur papier entête de la compagnie et mentionnant les activités garanties, l'assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

Cette assurance devra être en cours de validité à la date d'ouverture de chantier quelle que soit la date d'intervention de l'entrepreneur.

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Les entreprises seront également tenues contractuellement de s'assurer pour la garantie de bon fonctionnement édictée par l'article 1792-3 du Code Civil.

**IMPORTANT :** Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement, devront produire une ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE SPÉCIFIQUE NOMINATIVE mentionnant:

- le chantier concerné
- la Date d'Ouverture du Chantier (DOC)
- les activités garanties

Cette attestation devra obligatoirement porter mention de l'abrogation de toute règle proportionnelle

#### 14.3.2 Assurance des travaux

##### 14.3.2.1 Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police d'assurance tous risques chantier.

##### 14.3.2.2 Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d'ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage.

Si le maître d'ouvrage souscrit une police dommages - ouvrage, l'architecte et les entrepreneurs lui fourniront les éléments nécessaires pour remplir la proposition d'assurance.

Le paiement de la prime d'assurance sera fait directement par le maître d'ouvrage, sans aucune retenue à l'entrepreneur.

#### 14.3.3 Disposition diverses

##### 14.3.3.1 Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s'interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d'ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d'ouvrage au titre des polices qu'il souscrit seront

intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

De même le titulaire supportera toute surprime éventuelle due à une absence de qualification professionnelle reconnue ou à une absence ou insuffisance de garantie.

#### 14.3.3.2 Incidences des polices souscrites par le maître d'ouvrage

La souscription par le maître d'ouvrage de l'ensemble des polices mentionnées à l'article 14.3.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants et découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d'ouvrage n'apportent à cet égard aucune modification et le titulaire et s'il y a lieu ses cotraitants renonce(nt) à exercer tous recours contre le maître d'ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n'entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l'attention du titulaire et s'il y a lieu de ses cotraitants est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d'assurance s'y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu'ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s'engagent en outre à répercuter l'ensemble de leurs obligations d'assurance à leurs sous-traitants

### **Article 15. RESILIATION DU MARCHE**

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L2141-7 et 8, et L2142-1 du Code de la Commande Publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

### **Article 16. DROIT ET LANGUE**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## Article 17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations aux CCAG.-Travaux, explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP., sont apportées aux articles suivants :

L'article 5.1 déroge à l'article 12.1 du CCAG Travaux

L'article 5.7 déroge aux articles 12.3.2 – 12.3 et 42 du CCAG Travaux

L'article 6.4 déroge à l'article 52.1 du CCAG. Travaux

Lu et approuvé

Le :

(signature)